

## INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

## Brèves

TENTATIVE D'ASSASSINAT  
D'ASSIMI GOÏTA : LE SUSPECT  
MEURT EN DÉTENTION

L'homme, qui était accusé d'avoir tenté mardi dernier d'assassiner à l'arme blanche le président de transition au Mali, le colonel Assimi Goïta, est « décédé », a indiqué dimanche le gouvernement malien. « Au cours des investigations [...], son état de santé s'est dégradé. Admis au CHU Gabriel Touré, puis au CHU du Point G, il est malheureusement décédé », a indiqué le gouvernement. « Une autopsie a été immédiatement ordonnée pour déterminer les causes de son décès », selon le communiqué.

MADAGASCAR : UN NOUVEAU  
PRÉVENU AUX MAINS DES  
ENQUÊTEURS

Il s'appelle Russell Kelly. Cet Américain est à la tête de l'entreprise Madagascar Oil, implantée dans le pays depuis 2004. Madagascar Oil détient les plus grosses ressources de pétrole lourd dans le pays, avec les gisements de Tsimiroro et Bemolanga. Il est entendu par les enquêteurs avec les deux inculpés, Paul Rafanoharana et Philippe François, indique la procureure auprès de la Cour d'appel d'Antananarivo Landy Berthine Razafiarivony.

BURKINA : L'ARMÉE CHARGE  
LES GROUPES TERRORISTES À  
MADJOARI ET PAMA

Les forces spéciales appuyées par les forces conventionnelles ont réinvesti les parcs forestiers de la province de la Kompienga. Selon des sources sécuritaires, plusieurs « terroristes » ont été « neutralisés ». Il y a quelques semaines, les populations de Madjoari avaient lancé un cri du cœur, car leur commune subissait un blocus. Des groupes armés y avaient élu domicile et empêchaient les populations d'y entrer ou sortir.

La Tunisie s'enfonce  
dans la crise politiqueJonas OSSOMBEY (sources : AFP)  
Libreville/Gabon

**A** PRES une journée de manifestations dimanche dernier dans de nombreuses villes du pays contre la gestion de l'épidémie de coronavirus par le gouvernement de Hichem Mechichi, le président Kais Saïed a limogé son Premier ministre. Avant d'annoncer « le gel » des activités du Parlement pour 30 jours. Ainsi, il s'est octroyé le pouvoir exécutif, en exprimant son intention de désigner un nouveau chef de gouvernement qui devra former une nouvelle équipe. Dans la foulée, hier, la présidence de la République a annoncé dans un communiqué le limogeage du ministre de la Défense Ibrahim Bartagi et de la porte-parole du gouvernement Hasna Ben Slimane, également ministre de la Fonction publique et ministre de la Justice par intérim. Les islamistes d'Ennahdha, principale force politique au Parlement, ont fustigé ces mesures, dénonçant « un coup d'Etat contre la révolution et contre la Constitution ». En revanche, l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), influente centrale syndicale, a implicitement soutenu les décisions de M. Saïed estimant qu'elles étaient « conformes » à la Constitution, tout en appelant à la poursuite du processus démocratique, plus de dix ans après le soulèvement qui a mené à la chute de Ben Ali. « Il est temps » que les parties responsables de la situation « dégradée » dans le pays « assument leurs responsabilités », a estimé ce syndicat.

Plusieurs pays se sont dits « inquiets » de ce coup de théâtre qui précipite le pays dans l'inconnu. Ankara, allié d'Ennahdha, a notamment appelé à restaurer la « légitimité démocratique ». L'Allemagne a appelé au « respect des libertés civiles, qui est l'un des gains les plus importants de la révolution tunisienne » de 2011, souvent présentée comme la seule réussite du Printemps arabe. La crainte



Le président Kais Saïed est accusé de coup d'Etat constitutionnel.

d'un retour en arrière sur les libertés acquises en 2011 a été accentuée après la fermeture lundi du bureau de la chaîne qatarie Al-Jazeera à Tunis par des policiers, sans décision de justice ni autre explication que

l'application d'»instructions». Plusieurs centaines de partisans du président Saïed et d'Ennahdha ont échangé des jets de bouteilles et de pierres devant le Parlement à Tunis, pendant plusieurs heures en milieu d'après-midi.

Le président du Parlement Rached Ghannouchi, également chef d'Ennahdha, a appelé à la mobilisation et est resté près de 12 heures devant l'Assemblée bouclée par des militaires pour réclamer le droit d'y accéder.

## Un pic épidémique sans précédent

J.O  
Libreville/Gabon

**D** epuis le début ce mois, la Tunisie fait face à un pic épidémique, avec l'un des pires taux de mortalité officiels au monde. Le pays de 12 millions d'habitants a enregistré plus de 560 000 cas, dont plus de 18 000 décès. La semaine dernière, M. Mechichi avait limogé son ministre de la Santé alors que les cas montaient en flèche, le dernier d'une série de ministres de la Santé à être limogés. Les alliés d'Ennahdha au sein de la coalition, Qalb Tounes et le mouvement islamiste nationaliste Karama, ont condamné les décisions de M. Saïed. Dans l'opposition, le Courant démocratique, parti socio-démocrate qui a plusieurs fois soutenu M. Saïed, a rejeté sa prise de pouvoir, imputant



Les forces de l'ordre tentant de stopper une manifestation.

néanmoins la responsabilité de « la tension populaire et de la crise (...) à la coalition » gouvernementale au pouvoir. Depuis six mois, le bras de fer entre MM. Ghannouchi et Saïed a plongé la Tunisie dans une crise constitutionnelle. Les décisions de M. Saïed visent à « changer la nature du régime politique en Tunisie et à le faire passer d'un régime démocrate parlementaire à un régime présidentiel,

individuel et autoritaire », a estimé M. Ghannouchi dans une déclaration publiée sur la page officielle d'Ennahdha. M. Saïed a assuré avoir suspendu le Parlement en vertu de l'article 80 de la Constitution, qui envisage des mesures exceptionnelles en cas de « péril imminent ». Cet article s'applique pour 30 jours, à l'issue desquels la Cour constitutionnelle est chargée de trancher sur leur éventuelle reconduction.